



RESEARCH PAPER no.30, novembre 2006

Section recherche académique, Collège de Défense de l'OTAN, Rome

A qui profite le gel du conflit du Sahara Occidental?

Laurence AMMOUR¹

La continuité dans le changement

Le différend qui oppose le Royaume du Maroc et le Front Polisario depuis plus de 30 ans est emblématique des enjeux géopolitiques qui se jouent au Maghreb. Ce conflit est désormais dans une impasse complète. L'endiguement du différend dans des limites qui excluent un retour à la guerre et à l'embrasement du Maghreb, en a fait un «conflit gelé» dont le sens a progressivement changé à mesure que le monde changeait.

Il a traversé l'histoire récente, passant de l'époque de la décolonisation aux tensions de la globalisation, de la guerre froide à la guerre anti-terroriste, d'une confrontation des deux blocs à une logique de sécurité et de coopération régionales. Mais il est resté insoluble jusqu'à maintenant.

La situation a évolué selon deux dynamiques conjuguées mais indépendantes en raison de la logique interne au conflit et de la mutation du contexte international. Ce changement d'époque a condamné les principaux intéressés, les Sahraouis, à une forme de marginalisation par les acteurs régionaux et internationaux et a conduit une amnésie généralisée vis-à-vis de leur cause. Aujourd'hui, la capacité des acteurs directement impliqués à paralyser tout processus de règlement politique, à «geler» de fait ce conflit, révèle qu'ils assignent des sens différents à l'histoire, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à la construction de l'Etat, à la notion de peuple et à la légalité internationale; elle indique qu'ils ont fini par totalement instrumentaliser le conflit et à l'intégrer dans l'agenda général de leurs intérêts particuliers.

La gestion de ce contentieux par le droit s'est avérée insuffisante et impuissante dans la mesure où les fondements juridiques qui ont présidé aux propositions de règlement, inspirés des idéaux en vogue dans les années 60, n'ont pas évolué depuis 30 ans. Les plans de règlement successifs, incapables de se renouveler au contact des nouvelles exigences de l'époque, se sont trouvés en décalage progressif, puis en rupture franche, avec la nouvelle configuration mondiale. Ayant perdu le soutien de ses partisans et de ses supporteurs du temps de la guerre froide, le Front Polisario est aujourd'hui le parent pauvre des recompositions régionales et internationales dont l'objectif prioritaire est la mise en œuvre d'une stabilité durable et l'approfondissement des coopérations principalement sécuritaires au Maghreb. Le conflit du Sahara occidental est ainsi entré progressivement dans un cercle vicieux. Rejeté hors du temps, il s'est peu à peu figé dans un statu quo qui s'est avéré la moins mauvaise des solutions pour l'ensemble des acteurs. Conflit gelé, la communauté internationale s'en est détournée et l'a peu à peu oublié.

¹ Sociologue, Section de la recherche, Collège de Défense de l'OTAN, Rome, Italie.

Le sens de ce conflit s'est ainsi modifié tout au long des vicissitudes de sa longue histoire, et dans sa signification et dans son orientation. Sa réactivation semble aujourd'hui improbable compte tenu des blocages juridiques et politiques récurrents, des intérêts divergents des acteurs locaux, de leur absence de volonté politique et de la désaffection de la communauté internationale envers une cause considérée comme obsolète. Ce conflit est l'une des principales causes du retard de l'intégration régionale et de l'impuissance de l'UMA.²

Dans le double mouvement de mondialisation et de régionalisation, la réduction de cette fracture accidentelle mais non inéluctable du Maghreb est un point de passage obligé pour affronter les enjeux de sécurité et de développement du XXIème siècle.

Le Sahel: un nouveau limes

La position du Maroc est sans ambiguïté: le Sahara occidental est marocain et le restera. Le royaume a en grande partie bâti son identité sur l'intégrité de son territoire.

Alors que le Royaume est en proie aujourd'hui à une pression inquiétante de l'islamisme³ et à des problèmes économiques, la marocanité du Sahara occidental continue de fédérer l'identité du pays, même au niveau des partis politiques qui expriment tous leur accord sur ce dossier. Dans un tel contexte, l'opinion marocaine, conditionnée par un quart de siècle de discours patriotique, peut difficilement infléchir sa perception de la question saharienne.

Du point de vue géopolitique, le Maroc ne peut pas non plus accepter la création d'un Etat sahraoui indépendant. Outre le fait de l'amputer d'une partie non négligeable du territoire qu'il administre, le Royaume ne veut sous aucun prétexte voir émerger un nouvel Etat africain à ses frontières qui serait de surcroît très lié au rival algérien. Enfin, l'émergence d'un tel Etat priverait le Maroc de ressources naturelles importantes (phosphates, minerais, pétrole off-shore et ressources halieutiques).

En ce qui concerne l'Algérie certes les principes d'autodétermination et de liberté des peuples sont chers aux Algériens compte tenu de leur histoire. Mais cet argument avancé par Alger depuis les années 60 masque des ambitions et des enjeux géoéconomiques. L'économie de l'Algérie repose sur les richesses de son sous-sol dont elle tire 95% de ses recettes en devises, clé de voûte de son économie⁴. Pour les exporter, elle ne dispose que de l'accès à la mer Méditerranée. Certains chercheurs considèrent que l'Algérie mise sur les ports de l'Atlantique, pour abaisser considérablement le coût de ses exportations. En outre, un accès éloigné des zones de crise méditerranéennes, serait un gage de sécurité pour l'acheminement du pétrole et du gaz.

D'autres analystes pensent au contraire que l'Algérie ne vise pas l'accès à l'Atlantique puisqu'il lui suffirait d'avoir un Etat vassal à sa frontière pour contrôler une zone sahélienne stratégique et peser d'un poids incontestable face au Maroc.

C'est pourquoi, le dossier du Sahara occidental a toujours été et reste un enjeu de politique intérieure. Instrumentalisé par les dirigeants maghrébins dont la vulnérabilité politique reste le moteur de leurs politiques, la gestion de ce conflit se traduit par une forte concurrence diplomatique et stratégique et par une course à l'hégémonie régionale entre Rabat et Alger.

2 L'Union du Maghreb Arabe est au point mort depuis l'annulation de la réunion qui devait se tenir à Tripoli les 25 et 26 mai 2005 et son report *sine die*, suite aux divergences entre Alger et Rabat au sujet du Sahara occidental. Il s'agissait du premier sommet depuis 1994.

3 Voir les récents limogeages dans les FAR suite aux «rapports des services de renseignements selon lesquels des fondamentalistes auraient infiltré les rangs de l'armée.», *Jeune Afrique/L'Intelligent*, 12 août 2006.

4 Ses réserves de pétrole sont estimées à 1% des réserves mondiales et celles de gaz à environ 5 milliards de tonnes. Un signe de la vitalité économique de ce pays est l'annonce faite en février 2006 du remboursement anticipé de plus de la moitié de sa dette extérieure, soit 18,5 milliards de dollars. D'un autre côté, la proposition de loi de 2005 sur les hydrocarbures (qui stipule que les multinationales qui découvriront de nouveaux champs s'octroieront un minimum de 70%, avec la possibilité de s'adjuger les 30% restants si la société nationale Sonatrach ne les revendique pas ou se déclare inapte à investir, alors que jusqu'à présent la Sonatrach récupérait 51% des ressources puisées par les multinationales), peut être comprise comme l'expression d'un nouveau «pragmatisme» politique dont l'objectif était d'accélérer l'insertion de l'Algérie dans le système mondial des échanges. Elle allait de pair avec la candidature de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce. Mais le 14 octobre dernier, l'Algérie a fait marche arrière en décidant de conserver 51 % du capital pour la Sonatrach.

Pour leur part, la France, l'Espagne et les Etats-Unis se gardent bien de choisir entre les deux pays directement impliqués dans la crise du Sahara occidental pour ne pas alimenter les tensions déjà existantes. Ils ne veulent imposer aucune contrainte au Maroc dans le dossier du Sahara occidental et veillent à entretenir de bonnes relations à la fois avec Alger et Rabat de façon à préserver la stabilité de la zone, priorité numéro 1 par rapport à un conflit «ensablé» considéré comme de moindre importance. Avec l'élargissement de l'Union européenne à l'Est, l'avenir et l'importance de la zone euro-méditerranéenne ne sont en effet pas garantis. Même Madrid qui avait adopté une position de neutralité face aux thèses marocaines, tente aujourd'hui un rapprochement avec Rabat en proposant des négociations directes entre les parties.⁵

Les Etats-Unis souhaitent contrôler une zone d'influence s'étendant du Maroc au Pakistan, dans le cadre de leur plan de sécurisation du «Grand Moyen-Orient», sans être toutefois les seuls visibles. L'objectif principal affiché est d'éviter que la zone du Sahara ne devienne une zone grise, sanctuaire de terroristes islamistes, comme le fut l'Afghanistan.

Les nouvelles recompositions régionales portées par l'engagement sécuritaire et économique des pays maghrébins et le choix du «bilatéralisme vertical», a induit la redéfinition d'une zone d'intérêts stratégiques proprement méditerranéenne dont les nouveaux confins passent par le Sahara. Ce processus d'intégration Nord-Sud a eu pour effet un déplacement de la frontière vers le Sud. Les marges méridionales de la zone euroméditerranéenne se situent désormais dans le Sahel, mer de sable fluide et mouvante, sur laquelle les Etats maghrébins peinent à avoir prise, malgré une diplomatie africaine très active.

Le Front Polisario quant à lui reste, malgré un déclin idéologique certain, un mouvement socialiste radical tant dans ses idées que dans ses méthodes. Concernant les réfugiés sahraouis dans les camps de Tindouf par exemple, il proclame que leur nombre est resté inchangé depuis plusieurs années: 155.430 personnes. L'UNHCR estime que ce nombre doit osciller aujourd'hui entre 70.000 et 90.000. Rabat estime ce chiffre encore inférieur. L'intérêt du Front Polisario à surestimer le nombre de réfugiés est double. D'une part, il se renforce dans sa légitimité comme partie au conflit et au référendum, d'autre part, il bénéficie de l'aide humanitaire distribuée au prorata du nombre de réfugiés.

Mais le temps joue indéniablement contre la RASD⁶. Après avoir été admise au sein de l'OUA en 1982,⁷ et reconnue diplomatiquement par plus de 60 Etats dans les années 80, elle a connu une série de revers avec le retrait de la reconnaissance diplomatique de plusieurs Etats⁸. La décision de l'Afrique du Sud de reconnaître la RASD en 2004 peut être comprise comme la volonté de ce pays de s'assurer le leadership au sein de l'Union africaine et que comme le fruit de la diplomatie algérienne très active au plan africain.

Aujourd'hui, le mouvement est en perte de vitesse et tout porte à croire qu'il ira en s'affaiblissant si le statu quo persiste. Le Front Polisario s'accroche désespérément au référendum comme à une bouée de sauvetage unique alternative pour tenter de redevenir actif dans le conflit. Si cette option était abandonnée suite à un accord direct entre le Maroc et l'Algérie, le mouvement s'effriterait de lui-même. Certaines informations publiques émanant d'experts, de centres de recherche sur le terrorisme, de rapports de mission ou des services secrets occidentaux laissent à penser que le Front Polisario serait impliqué dans le commerce illégal et même la traite des migrants sub-sahariens qui transitent par le Sahara occidental pour rejoindre les enclaves espagnoles de la Méditerranée ou les Iles Canaries. Si c'était le cas le Polisario deviendrait alors une menace pour la sécurité régionale. Aymeric Chauprade émet même l'hypothèse d'une connexion entre le Polisario et les réseaux Al Qaeda: «*Sous l'effet conjugué d'une impuissance politique et militaire croissante et de l'arrivée dans ses rangs d'une nouvelle génération de militants imprégnés d'intégrisme lors de son passage dans les universités algériennes, ce mouvement est à la*

5 Cf. entretien avec l'ambassadeur d'Espagne, Luis Planas, *Le Matin* (Maroc), 11 octobre 2006.

6 République arabe sahraouie démocratique.

7 Ce qui avait conduit le Maroc à se retirer de l'Organisation deux ans plus tard.

8 Ni les Etats-Unis, ni aucun pays européen, ni la Chine ou la Russie n'ont reconnu la RASD

recherche d'un nouveau souffle logistique et idéologique.»⁹

Selon cet expert, le Polisario pourrait basculer à terme vers l'islamisme radical et le terrorisme. Une mutation accélérée par la transformation en cours de «l'arc intégriste du Sahara» en base arrière du réseau Al Qaeda, avec «500 à 600 vétérans de l'Afghanistan (...) déjà installés dans ce que d'autres appellent les «zones grises du Sahara»¹⁰. La dé-territorialisation¹¹ de la violence terroriste impliquerait alors que le territoire saharien puisse devenir l'espace adapté pour la préparation d'attentats à exécuter ailleurs, pour la logistique et le transit de groupes armés tels que le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), bien connu des Algériens et des Américains. Il y aurait donc urgence à trouver une solution au conflit avant que le terrorisme ne s'y enracine.

Les nouvelles recompositions régionales de l'après-guerre froide

Quelques années après la chute du mur de Berlin, on assiste au renforcement des relations bilatérales entre les Etats nord-africains pris individuellement et certains Etats-membres de l'Union européenne, la France au premier chef, et les Etats-Unis, au détriment des relations intermaghrébines et de la perspective régionale méditerranéenne, processus qualifié de «bilatéralisme vertical». La priorité accordée par les pays maghrébins aux échanges Nord-Sud ne fait qu'attiser la conflictualité intermaghrébine déjà existante, renforçant ainsi la méfiance vis-à-vis du voisin, l'acuité des questions territoriales et les crispations identitaires.

L'accélération et l'intensification de ces relations concerne essentiellement deux domaines:

1 - la sécurité intérieure et la sécurité en Méditerranée, en particulier avec les Etats-Unis (mais pas uniquement) qui s'avèrent être un partenaire indispensable et volontariste, dans le cadre de coopérations militaires dont le but est la modernisation des armées, corollaire de la lutte contre le terrorisme;

2 - l'économie, sous deux formes: la multiplication des contrats d'approvisionnement énergétique Sud-Nord et «l'ajustement structurel» voulu par le FMI, à travers la privatisation et la libéralisation des économies maghrébines.

De nouveaux partenariats stratégiques

En 1998, Stuart Eizeinstat, vice-secrétaire d'Etat américain aux affaires économiques, déclare l'intérêt sécuritaire des Etats-Unis pour le Maghreb, alors que jusque là, la région, vue d'Amérique, avait un statut périphérique, moins important que le Machrek. C'est après le 11 septembre que le volet sécurité et coopération politique va se renforcer avec les trois Etats du Maghreb.

En effet, c'est dans le cadre de la lutte contre le terrorisme que les Américains sont conduits à augmenter leur aide au Maroc, leur allié maghrébin de longue date: elle passe de 20 millions de dollars en 2004 à 57 millions en 2005. En 2004, Washington a attribué au Maroc, le statut d'allié préférentiel non-membre de l'Alliance atlantique, ce qui permet à ce pays de participer à des programmes américains de recherche et de développement dans le domaine de la défense.

En Algérie, la montée de l'islamisme suivie par la guerre civile qui s'installe à partir de 1992, feront craindre le pire pour la stabilité du Maghreb tout entier. Une fois la guerre civile terminée, l'Algérie s'avérera être un partenaire prometteur pour les compagnies américaines dans le domaine pétrolier et gazier. De plus, le rapprochement avec l'OTAN décidé en 2000¹², rompt l'isolement du pays à un moment où l'armée souhaite utiliser une part significative de la rente pétrolière au profit de son effort de modernisation. Tous ces signaux confirment la volonté des autorités algériennes de s'intégrer fortement dans la nouvelle dynamique sécuritaire et le système d'échanges Nord-Sud. L'effet catalyseur du 11 septembre sur les relations algéro-américaines a donc été significatif. Alger devient dès lors un

⁹ Conférence donnée à l'université de Genève, le 6 juin 2005.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Selon le mot d'Olivier Roy.

¹² Par la suite, la visite d'Abdelaziz Bouteflika à l'OTAN en décembre 2001 donnera lieu à la mise en place d'un programme de coopération, ainsi qu'à des manoeuvres conjointes en Méditerranée entre les forces algériennes et l'OTAN.

précieux allié pour Washington et cette nouvelle coopération au plan militaire induit une perception américaine nouvelle de l'Algérie: l'antagonisme idéologique qui a conduit les Etats-Unis à privilégier l'allié marocain dans la région s'est atténué et Alger est aujourd'hui considéré comme un acteur régional incontournable.

Le resserrement des liens du Pentagone avec les armées du Maghreb se traduit également par la multiplication des tournées d'officiers américains au Maghreb, par l'invitation régulière des chefs d'Etat maghrébins à la Maison Blanche, par l'accroissement du nombre des manœuvres et initiatives communes et des visites de hauts gradés ou de hauts fonctionnaires des renseignements¹³.

Ainsi, dans le cadre de l'«initiative transsaharienne anti-terroriste»¹⁴ (TSCTI), les forces spéciales de huit pays africains (Tchad, Niger, Mali, Sénégal, Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie) participent, du 6 au 8 juin 2005, au Sahara, à l'opération «Flintlock 2005» pilotée par le général Charles F. Wald, commandant en chef adjoint des forces américaines en Europe (US.EUCOM).

Les attaques du 11 septembre 2001 ont donc inauguré une ère nouvelle dans les relations entre les Etats-Unis et les pays du Maghreb, des relations essentiellement marquées par une préoccupation sécuritaire. Tandis qu'Alger met en avant l'implication du Groupe salafiste de prédication et de combat (GSPC) dans des opérations de banditisme et de terrorisme au Sahara, le Maroc associe des éléments du Front Polisario basés à Tindouf à ces groupes incontrôlés.

Plusieurs évènements récents attestent que l'espace sahélien est en train de devenir le nouveau refuge de nombreux groupes terroristes. En juin 2005, l'attaque d'une caserne militaire à Lemgheity, à 400 km de Zouérate, aux frontières algéro-mauritaniennes, avait été revendiquée par le GSPC.

Les services de renseignements américains, français, marocains et algériens, cités dans la presse, font état d'un projet d'installation d'Al-Qaïda à Zouérate, située à 900 km au nord de Nouakchott. Selon ces sources ouvertes, la première vague d'agents-recruteurs est arrivée dans cette ville en décembre 2005¹⁵. Enfin, les dernières déclarations d'Al-Zawahiri confirment la récente affiliation du GSPC à Al-Qaïda. Aucun élément tangible cependant ne corrobore l'existence de liens entre cette dernière et le Front Polisario.

Les Etats-Unis continuent donc d'accroître leur programme de coopération militaire et policière avec les pays de la région. C'est ainsi que, du 5 au 7 novembre dernier, Peter Rodman, secrétaire américain adjoint à la Défense, était à nouveau en visite à Alger dans le cadre du renforcement des relations algéro-américaines dans le domaine de la défense et de la sécurité, consistant en exercices militaires communs, en échanges d'officiers et d'informations, et en achats d'équipements.

Primauté et resserrement du bilatéralisme économique

La batterie d'accords commerciaux entre les pays du Maghreb et les grandes puissances revêtent l'habit de projets politiques visant la démocratie et les réformes. L'émulation entre Etats-Unis et Union européenne dans la région est d'abord à l'avantage des pays du Maghreb, puisqu'elle fait monter les enchères en leur faveur, et leur permet de diversifier leurs partenariats et de jouer sur leurs oppositions.

13 Citons entre autres, la création à Alger du Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme suite à l'adoption par l'Union africaine en juillet 1999 (encore à Alger) d'une convention sur la prévention et la lutte contre le terrorisme entrée en vigueur le 6 décembre 2002. En janvier 2003, Peter Rodman est reçu à Alger par le président Bouteflika et le chef d'état-major de l'ANP, le général Mohamed Lamari. En mars 2005, c'est la visite à Alger de David C. Welch, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Egypte, secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des affaires du Proche Orient, de l'Afrique du Nord et de la péninsule arabe. Robert Mueller, patron du FBI, se rend à Rabat et Alger les 6 et 7 février 2006. Le secrétaire d'Etat américain, Donald Rumsfeld, fait escale à Alger le 11 février 2006, à Tunis le 12 et à Rabat le 13. Du 17 au 20 avril 2006, le Chef d'état-major de l'armée algérienne, Ahmed Gaïd Salah, invité par le président du Joint Chief of Staff (JCS), Peter Pace, se rend aux Etats-Unis.

14 L'ancienne «Pan Sahel Initiative» lancée en 2002, a été rebaptisée «Trans-Sahara Counter Terrorism Initiative» en 2004. Ce programme d'aide militaire dont le siège se trouve à Dakar, a été élaboré par le Pentagone, la CIA et le département d'Etat pour assister les armées des pays maghrébins et sahéliens. Son budget est passé de 6,5 millions de dollars en 2004 à 500 millions de dollars en 2005. C'est dans ce cadre que, en mars 2004, les chefs d'état-major de huit pays (Tchad, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Sénégal, Algérie, Tunisie) se sont réunis à Stuttgart au siège du commandement européen de l'armée américaine (US-Eucom). Voir Andrew Koch, «US Steps up Counterterrorism Training in the Sahel», *Jane's Intelligence Review*, vol. 16, no. 11, November 2004, pp. 30-31.

15 Pour plus de détails, voir *Maroc multiple et pluriel* du 20 avril 2006. L'influence d'Al-Qaïda, qui possède des cellules dormantes en Mauritanie, est loin d'être négligeable. De l'aveu même de deux généraux américains, Charles F. Wald et James Johns, «le Sahel est le nouvel Afghanistan qu'Al-Qaïda recherche comme havre de paix». Cité in *Le Quotidien d'Oran* (Algérie), 7 juin 2005.

Comme en matière sécuritaire, là encore, les relations bilatérales Sud-Nord, priment au détriment des coopérations inter-maghrébines.

La France qui soutient ouvertement les positions marocaines sur le dossier du Sahara occidental reste le premier partenaire commercial du Maroc avec un volume d'échange de 5,3 milliards d'euros et 20% de parts de marché, environ 600 entreprises françaises employant 70.000 et près de 40.000 résidents français.

En lançant plusieurs initiatives de partenariats, les Etats-Unis espèrent faire avancer l'intégration économique et, de proche en proche, favoriser la réconciliation entre le Maroc et l'Algérie.

Sortant de leur retenue, ils se sont décidés à adopter la solution préconisée par le Maroc pour le Sahara occidental, selon laquelle ce territoire devrait être intégré au royaume en lui octroyant une large autonomie. Bien qu'il leur était impossible d'avoir à choisir entre l'Algérie et le Maroc, les Etats-Unis ont, jusqu'à récemment, toujours donné la préférence à ce dernier. L'entrée du voisin de l'Est dans les échanges Nord-Sud, va recadrer ce soutien. Ainsi, un accord-cadre de commerce et d'investissement avec l'Algérie a été signé en juillet 2001, alors que le Maroc avait déjà conclu un tel accord dès 1995. Un second accord de libre-échange a été passé en juin 2005 avec le Maroc. Il *«prévoit d'éliminer 95% des taxes douanières sur les produits industriels et de consommation. Il a pour objectif d'établir une union douanière dans un délai de neuf ans...»*¹⁶.

Il est vrai que pour Washington, le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest (golfe de Guinée) sont deux réservoirs d'énergies fossiles complémentaires du Moyen-Orient qui présentent l'avantage d'une façade d'exportation atlantique protégée et éloignée des conflits du Moyen-Orient et de la rivalité avec les pays asiatiques. Si le Sahara occidental devenait une région autonome au sein du Maroc, cela ne remettrait pas en cause les configurations actuelles.

La nouveauté de la situation actuelle réside essentiellement dans l'existence deux stratégies parallèles et concomitantes: d'une part, la compétition que se livrent le Maroc et l'Algérie à travers leur entreprise de séduction envers les grandes puissances pour l'accès à la première place, aux meilleures conditions, justifiée et cautionnée par leurs contributions à la lutte anti-terroriste; d'autre part, la diversification de leurs accords bilatéraux militaires et économiques dont l'avantage est de créer, à leur profit, une rivalité entre les différents interlocuteurs occidentaux.

Par ailleurs, la «course aux armements» à laquelle se livrent les deux poids lourds maghrébins n'est pas seulement guidée par l'impératif de diversification de leurs sources d'approvisionnement, mais aussi et surtout par la volonté délibérée d'escalade dissuasive, destinée à démontrer sa propre puissance au pays rival, sous couvert de modernisation et de réforme militaires bien réelles. Cette course s'est illustrée récemment lors du voyage de Vladimir Poutine à Alger le 10 mars 2006. Le total des commandes militaires algériennes passées avec la Russie, avions compris (3,5 milliards de dollars), dépasse les 7,5 milliards de dollars. Malgré l'embargo, la France a poursuivi ses livraisons d'armes à l'Algérie entre 1996 et 2005 pour un montant total de 100,8 millions d'euros¹⁷.

Le Maroc de son côté négocie avec la France la fourniture de 18 avions Rafale, pour un montant de 2,5 milliards d'euros¹⁸.

Perspectives

La décomposition du Front Polisario: une solution à la sortie de crise?

Il existe des signes tangibles, annonciateurs de la diminution de sa capacité de négociation, du déclin politique et de la désaffection du Front Polisario:

– le président du Front Polisario fait preuve d'une hostilité grandissante face à toute contestation des

16 Interview de Khadidja Mohsen-Finan pour Cyberscopie, mars 2005. Notons que les Etats-Unis exportent au Maroc une moyenne de 475 millions de dollars de biens et importent l'équivalent de 500 millions de dollars. Quelques 120 compagnies américaines opèrent au Maroc qui, avec un investissement total de 600 millions, ont créé 90.000 postes de travail directs ou indirects.

17 Ghania Khelifi, «L'Algérie modernise son armée de l'air», *L'Expression* (Algérie), 30 octobre 2006.

18 Arezki Louni, «L'Arabie Saoudite arme le Maroc», *L'Expression* (Algérie), 31 octobre 2006.

modes de gestion du mouvement: il a récemment menacé une ONG américaine de guerre et de terrorisme;

– début juin 2006, le Secrétaire général des Nations Unies a été saisi d'une plainte concernant les menaces proférées par le Polisario à l'encontre du contingent français de la Minurso¹⁹ «*en signe de représailles contre la France qui appuie la position du Maroc*»;

– les dirigeants du Front ont instauré une économie de rente basée sur le détournement de l'aide humanitaire.²⁰ C'est pourquoi, dans son dernier rapport daté de mai 2006, le Haut Commissariat aux Réfugiés a décidé une réduction de 43% de son aide aux camps de Tindouf. Malgré les nombreuses requêtes de l'Organisation (1977, 2001, 2003 et 2005), l'Algérie a toujours refusé de communiquer le nombre exact de réfugiés, jouant ainsi sur l'opacité pour continuer de bénéficier du maximum d'aide humanitaire;

– à cela s'ajoute l'interdiction faite par l'Algérie en juin 2006 à l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations Unies, Peter van Walsum, de se rendre à Tindouf;

– nombre de Sahraouis quittent les camps pour rejoindre la Mauritanie et s'y installer définitivement: en mars 2006, le quotidien mauritanien *El-Hayat*, rapporte que des Sahraouis aisés (officiers et notables) ont abandonné les camps de Tindouf pour s'installer dans la ville de Zouérate dans le Nord du pays;

– la population sahraouie au Sahara occidental ne cesse de diminuer au fur et à mesure que les résidents marocains et leurs descendants sont plus nombreux: ces derniers seraient, selon Jacob Mundy, entre 300.000 et 400.000 contre 160.000 Sahraouis.²¹ On comprend alors pourquoi le Front Polisario continue de donner la préférence aux listes électorales de 1974 pour la tenue du référendum d'autodétermination;

– un nouveau mouvement est créé en juillet 2004, sous le nom de *Khat Achahid* (Ligne martyre) qui prône la négociation pour la résolution de la question du Sahara, sans toutefois exclure la lutte armée si besoin était²²;

– enfin, l'émergence de revendications indépendantistes à partir de mai 2005, émanant de jeunes sahraouis non membres du Polisario, agissant apparemment à titre individuel, peut être l'indice de l'incapacité du Front Polisario de séduire les jeunes générations.

S'il existe bel et bien un risque que ce territoire devienne une «zone grise» propice aux bases arrière de groupes islamistes, le Front Polisario pourrait se muer en élément actif ou au moins, en appui occasionnel. En supposant qu'il ait des accointances plus ou moins étroites avec les groupes terroristes, certains pourraient développer une stratégie d'isolement et d'usure du Front Polisario qui amènerait le mouvement à se désagréger de lui-même, et justifierait ainsi d'en finir avec le noyau dur de dirigeants.

L'affaiblissement réel du mouvement déjà en cours pourrait, avec le temps, conduire à la décomposition de sa structure et à l'effritement complet de sa base. Son action serait alors entièrement désamorcée, il disparaîtrait ainsi de la scène politique et ne serait plus un obstacle à la sortie de crise, celle-ci étant laissée au bon vouloir du Maroc et de l'Algérie. La récente apparition d'un nouveau mouvement, fruit de la sécession du Front Polisario, peut jouer pour ou contre une sortie de crise selon qu'il sera prêt ou non à la négociation.

Le récent plan d'autonomie sera-t-il viable?

Même si l'idée d'autonomie n'est pas nouvelle, le Maroc vient récemment de proposer un projet d'autonomie des «provinces du Sud». Pour l'instant, rien n'est encore clair quant au fond et à la forme que prendra cette autonomie, le Royaume chérifien devant encore le présenter officiellement aux autres parties et à l'ONU. Ce projet qui se veut une «solution politique consensuelle»²³ incluant toutes les parties concernées par le conflit, a été bien accueilli par l'ensemble des forces politiques.

19 Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.

20 Ce qui est corroboré par l'arrestation en février 2006 d'un membre du Polisario à Tombouctou pour trafic de produits alimentaires provenant des organismes internationaux et destinés aux camps de Tindouf. Voir *Le Matin* (Maroc), 21 février 2006.

21 Jacob Mundy, "Autonomy & Intifadah: New Horizons in Western Saharan Nationalism", *Review of African Political Economy*, no. 108, June 2006, p. 255. Khadija Mohsen-Finan avance le chiffre de 2 Marocains pour 1 Sahraoui; voir *Afrique du Nord: stabilité et instabilité au XXIème*, Fondation pour la recherche stratégique, actes du 18 janvier 2006, p.22.

22 Voir interview de Mahjoub Salek, porte-parole de ce mouvement, in *Tel Quel* (Maroc) no. 243-2006, dans laquelle il explique que *Khat Achahid* se pose comme alternative à l'actuelle direction du Front Polisario, et prépare un projet de résolution du conflit destiné à toutes les parties concernées, y compris l'Espagne, l'Union européenne et l'ONU, mais sans plus de précisions.

23 «Discours de la Marche verte», *Le Matin* (Maroc), 6 novembre 2006.

Dans cette optique, Mohamed VI avait, en mars dernier, procédé à la rénovation du Conseil Royal Consultatif pour les Affaires Sahariennes (CORCAS), dont il avait lui-même nommé les membres, constitués de membres des tribus sahraouies.

Pourtant, l'autonomie préconisée par le roi présente des risques: sa mise en oeuvre implique une modification de la Constitution et une modification de l'organisation étatique du Maroc passant de la centralisation à une régionalisation. Une autonomie fondée sur une identité régionale (pour ne pas dire «ethnique») pourrait s'avérer dangereuse pour le Royaume chérifien, d'une part parce que d'autres régions du Maroc, en particulier celles qui ont toujours fait preuve d'irréductibilité (comme le Rif par exemple), pourraient être tentées de revendiquer un statut d'exception comparable à celui du Sahara occidental; d'autre part, parce que la reconnaissance d'une exceptionnalité régionale pourrait nuire à l'unité nationale et engendrer un morcellement du territoire. Si la régionalisation est sous-tendue par un Etat fédéral de type espagnol, il est clair que la question de la réorganisation et du rééquilibrage économique et administratif des territoires sera peu aisée et prendra du temps. La pauvreté, au Maroc, se trouve au Nord. La voie de l'autonomie devrait également comporter des négociations directes avec l'Algérie. C'est ce que propose Kofi Annan dans son rapport d'avril 2006.²⁴ Compte tenu de l'obstination des parties à camper sur leurs positions, à rejeter toutes les propositions émises par les plans successifs et à refuser tout compromis, le Secrétaire général renvoie dos à dos les parties, les invite à prendre leurs responsabilités et à trouver par elles-mêmes une médiation en renonçant au présupposé selon lequel «le gagnant emporte la mise».

Devenu réaliste sur l'attitude ambiguë des acteurs directs et indirects, le Secrétaire général reconnaît que l'impasse actuelle convient à tout le monde et que, de ce fait, leur implication dans la recherche d'une sortie de crise tenant compte des intérêts particuliers, est indispensable.

La réunion du Conseil de sécurité consacrée au Sahara occidental²⁵, le 31 octobre dernier, a confirmé que l'option de négociations directes entre les acteurs impliqués dans le conflit restait privilégiée. Les Etats-Unis ont «exhorté le Maroc à présenter une proposition d'autonomie globale et crédible», la Minurso ne pouvant être «une alternative viable à une solution permanente». Le démantèlement de cette force a même été abordé pour la première fois, «si celle-ci ne pouvait remplir son mandat ou si les parties se révélaient incapables de progresser en direction d'une solution politique». Ce nouveau ton est significatif de la lassitude qui s'est emparé des instances onusiennes face à la mauvaise volonté obstinée des acteurs du conflit. Le Royaume-Uni a même souligné qu'aucun «mandat des Nations Unies ne devait être considéré comme un mandat à durée indéterminée».

Plusieurs questions restent posées si l'autonomie devait être réalisée: qu'advient-il des forces armées des deux pays? Qu'en sera-t-il des rentes de situation des militaires marocains, dont la solde passe du simple au double lorsqu'ils sont postés au Sahara occidental? Qu'en sera-t-il des troupes basées dans la région militarisée de Tindouf, «creuset» militaire algérien, mais aussi zone de nombreux trafics transfrontaliers? Enfin, un retrait des troupes marocaines, algériennes et onusiennes ne risque-t-il pas d'ouvrir ces vastes territoires au terrorisme international?

Conclusion

Pour qu'une véritable communauté économique, énergétique, et stratégique voit le jour au Maghreb, le Maroc et l'Algérie auraient intérêt à mettre en route une dynamique de regroupement régional. Mais ces deux Etats arc-boutés sur leur nationalisme respectif, continuent de pratiquer la survalorisation des constructions mémorielles pour servir à la fois de blanc-seing et de principe à l'action. Pour le Maroc, au nom de «droits historiques» datant de la suzeraineté du Palais sur des tribus ayant fait allégeance au prince; pour l'Algérie, au nom de la décolonisation et de la libération des peuples du Tiers-monde.

²⁴ Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental, Organisation des Nations Unies, S/2006/249, 19 avril 2006.

²⁵ Toutes les citations qui suivent sont extraites du document suivant: Sahara occidental: le Conseil de sécurité demande un déblocage de la situation, service d'information des Nations Unies, 31 octobre 2006.

Ces deux Etats savent pourtant bien que la fin du conflit présentera un intérêt considérable en termes de croissance: non seulement il les délivrera d'un lourd fardeau financier mais favorisera une intégration économique au sein de l'Union du Maghreb arabe, qui signifie aussi que chacun des acteurs abandonne une partie de sa souveraineté. «*Ils ne sont (...) pas prédisposés à une coopération régionale et perçoivent avec méfiance les partages ou les transferts de compétence à l'échelon supranational.*»²⁶ En effet, «*ces pays connaissent une forte domestication de la politique étrangère au point d'en faire une source de légitimité politique et (...) un facteur indispensable à l'édification de l'Etat.*»²⁷ De plus, si l'impasse actuelle se poursuit, elle comporte le risque de maintenir les Etats maghrébins dans la configuration coloniale, à savoir des revenus limités aux matières premières et des économies extraverties essentiellement rentières.

Les Sahraouis ont longtemps été les bénéficiaires de ce statu quo mais aujourd'hui leur avenir ne figure plus dans les priorités des agendas diplomatiques des Etats-Unis, de l'Europe, du Conseil de sécurité ou de l'Union africaine: il risque de disparaître en tant que mouvement structuré. Jusqu'à présent le Front Polisario avait eu intérêt à faire durer la situation pour continuer d'exister, de faire connaître sa cause et son combat et obtenir des appuis politiques. Aujourd'hui il n'est pas sûr que cette option soit la bonne depuis qu'il ne joue plus le rôle d'acteur principal dans le conflit.

Les résolutions du Conseil de sécurité et le renouvellement de la mission de la Minurso sont devenues routinières²⁸. La complexité de la situation juridico-politique, le rejet systématique par les protagonistes de toutes les propositions faites par l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies, l'absence de conflit armé depuis 1980, l'urgence d'autres conflits armés beaucoup plus graves en Afrique et ailleurs, ainsi que l'usure du temps amenant à une perte d'intérêt pour cette cause aussi bien chez les Maghrébins que dans la communauté internationale, ont fait que ce conflit est devenu à la longue secondaire. «*Il est un pur produit de la guerre froide et du clivage idéologique de l'époque*»²⁹. Il n'est aujourd'hui plus un conflit de décolonisation mais un enjeu d'hégémonie pour deux Etats qui ne cessent de réactiver le passé pour justifier leur rivalité réciproque et asseoir leur influence régionale.

La situation actuelle recèle plusieurs paradoxes: l'intensité du conflit n'est pas suffisamment alarmante pour attirer l'attention des grandes puissances, alors même que la belligérance des deux poids lourds maghrébins reste au contraire un mode de légitimation du pouvoir dans chacun des deux pays. Bien que l'Afrique du Nord fasse l'objet d'une attention plus soutenue depuis la fin de la guerre froide, elle reste dans une position de «périphérisation»³⁰, surtout depuis la guerre à l'Iraq: ceci permet à la fois la poursuite du libre jeu individuel des deux voisins maghrébins et le gel du conflit.

Dans cette confrontation, les Sahraouis sont devenus les oubliés de l'histoire, et à moins d'un revirement soudain de la situation, on ne voit pas aujourd'hui comment leur cause pourrait redevenir un enjeu crucial de sécurité. C'est pourquoi, afin de d'éviter l'émergence d'un nouvel Etat «failli», le statu quo est préférable et bien plus commode que toute tentative de sortie de crise qui risquerait de remettre en cause les intérêts politiques, sécuritaires et énergétiques ainsi que les équilibres même fragiles et la stabilité actuels que connaît cette région.

26 Rachid El-Houdaigui, *Le rôle des acteurs non-étatiques dans la production de la politique étrangère dans le monde arabe*, Etude réalisée pour le compte de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen, secrétariat général, Bruxelles, avril 2006.

27 *Ibid.*

28 Le mandat de la Minurso a été renouvelé le 31 octobre 2006 pour six mois.

29 Aymeric Chauprade, interview du 8 octobre 2005 au journal *Maroc multiple et pluriel*.

30 Selon le mot de Jean-François Daguzan, in *Afrique du Nord: stabilité et instabilité au XXIème siècle*, Fondation pour la recherche stratégique, actes du 18 janvier 2006, p. 7.